

# La Wallonie finance des projets dans les pays du Sud

## L'expertise wallonne se mobilise dans les pays du Sud

Au travers du programme Fast Start géré par l'AwAC, le gouvernement wallon entend mobiliser les acteurs de Wallonie. Il y a là deux buts à atteindre : valoriser les compétences wallonnes et accroître leurs actions réalisées dans le Sud, parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques. Il s'agit essentiellement de PME, d'institutions de recherche et d'enseignement, d'intercommunales et d'ONG, expertes dans le traitement des eaux, la gestion des déchets ou les énergies renouvelables.

Une entreprise de Waremme donne des formations en Haïti et fournit du matériel pour produire de l'eau potable. Au Rwanda, c'est une PME de Marchin qui apprend à une quinzaine de petits entrepreneurs la façon de fabriquer localement des turbines. Ensuite, ces Rwandais sont formés pour être capables d'installer par eux-mêmes leurs petites centrales électriques, afin d'alimenter en électricité les communautés rurales non encore raccordées au réseau. Diverses équipes scientifiques du centre wallon de recherches agronomiques de Gembloux interviennent également dans le cadre actuel du programme.

L'expertise wallonne est également mise à profit pour valoriser, sur le marché du carbone, les émissions de gaz à effet de serre évitées grâce à des projets menés au Burkina Faso et au Bénin. La vente des crédits carbone permettra l'autofinancement de ces projets. Ainsi, les ménagères béninoises et burkinabés apprennent à construire et à utiliser des foyers de cuisson améliorés. Ils nécessitent moins de bois et produisant bien moins de gaz à effet de serre (GES) que les foyers traditionnels. Les calculs des émissions de GES évitées sont réalisés par les experts belges, en collaboration avec des ingénieurs locaux. Cette activité demande des collectes de données in situ et des tests réalisés en laboratoire. L'aide wallonne est également bien utile pour la partie administrative, et particulièrement pour la rédaction des documents officialisant le projet auprès des instances internationales. A long terme, d'autres projets pourront être développés grâce aux revenus issus des projets Fast Start.

### Au Sénégal, une intercommunale wallonne de gestion des déchets en renfort

Inscrite en 2000 au Patrimoine mondial de l'Unesco, la ville de Saint Louis connaît aujourd'hui de graves problèmes d'insalubrité. Les pluies de plus en plus intenses provoquent de graves problèmes d'inondations urbaines. Les égouts, pour la plupart hors d'usage, engendrent une pollution préjudiciable à la santé publique. En vue d'améliorer les conditions de vie dans les rues et quartiers, le maire de Saint Louis a soumis une proposition de projet Fast Start. L'AwAC a retenu sa candidature, lui permettant de bénéficier de l'expertise wallonne en gestion des déchets, dont les bons résultats dans ce domaine sont mis à l'honneur dans l'Union européenne. Ce projet sénégalais vise notamment à réorganiser les services communaux, à nettoyer les points stratégiques de la ville et les voiries, mais également à collecter les plastiques et à impliquer la population comme acteur de changement. Ce projet fait suite à une action de gestion des déchets menée précédemment par la coopération technique belge. Il est un projet pilote transposable aux autres collectivités locales du Sénégal.

L.L.

Alors que les négociations internationales sur le climat peinent à avancer, la Wallonie a pris les devants en développant les projets Fast Start, dès 2010. En Afrique et à Haïti, parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques, 18 projets de terrain ont vu le jour. C'est ainsi que des compétences wallonnes en gestion des déchets, en assainissement de l'eau ou encore en agroforesterie, travaillent dans le Sud, main dans la main, avec des coordinateurs locaux.

En marge de la conférence sur le climat de l'ONU qui se tient actuellement à Varsovie, la Banque mondiale vient de donner le coup de semonce. « En 30 ans, quelque 2,5 millions de personnes sont mortes à cause de catastrophes naturelles, dont

75% sont liées à des événements météorologiques extrêmes. Ces 10 dernières années, les pertes financières dues aux catastrophes naturelles s'élèvent à environ 200 milliards de dollars annuellement, soit 4 fois plus que dans les années 80. » Il faudrait être sourd pour ne pas entendre l'insistance de l'appel à l'action contre le changement climatique.

En décembre 2009, l'accord international de la conférence sur le climat de Copenhague semblait pourtant être de bon augure. En effet, une des avancées majeures fut la volonté affichée par les pays industrialisés de financer l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des émissions, des pays les moins avancés et les plus vulnérables. A cette fin, les pays du Nord se sont engagés à mobiliser 30 milliards de dol-

lars US durant la période 2010-2012. La Belgique, quant à elle, a décidé de débloquer 150 millions d'euros pour ces 3 années. « Il n'y a pas eu immédiatement de partage de cet engagement entre les entités fédérées. Mais la Wallonie, sous l'impulsion de l'AwAC (Agence wallonne de l'air et du climat, NDRL), a décidé de débiter son action Fast Start sans attendre. Comme ce programme a trait à la coopération au développement, la collaboration avec le WBI (Wallonie-Bruxelles International, NDRL) s'est imposée d'elle-même. L'accord a été le suivant : l'AwAC finance la majeure partie des projets tandis que le WBI apporte son réseau de correspondants locaux et de terrain, dont les membres de l'APEFE (Association pour l'Education et la Formation à l'étranger, NDRL). », explique Annick Fourmeaux, Directrice de l'AwAC. La sélection, la gestion et le suivi des projets Fast Start sont confiés à l'agence wallonne de l'air et du climat. En 2011, le deuxième appel à projets a rencontré un vif succès : pas moins de 215 propositions concrètes lui ont été soumises. Trois secteurs sont prioritaires : le traitement des eaux, la gestion des déchets et le recours aux énergies renouvelables. Pour être sélectionné, un projet doit répondre à des besoins existants dans la population locale, soit en vue de son adaptation aux changements climatiques, soit concernant la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Il est également nécessaire de démontrer un bon ancrage local, l'implication des femmes, le renforcement des capacités techniques locales, la création d'emplois durables, la possibilité de dupliquer les projets ainsi

qu'une valorisation des compétences wallonnes. À l'AwAC, une petite cellule a été constituée avec la dizaine d'employés qui se sont portés volontaires pour gérer les projets Fast Start, en plus de leur charge de travail habituelle. Il s'agit essentiellement d'une activité de suivi : analyser le compte rendu des activités, veiller à la bonne réalisation des objectifs et à la participation réelle de la population locale concernée ou encore contrôler les dépenses. Ce travail se fait à distance avec la précieuse collaboration sur le terrain des délégués et représentants de WBI ainsi que de l'APEFE.

Lucie Lajoie

## « Nous travaillons à réduire la vulnérabilité des populations villageoises »



Gautier Assoumou coordonne le projet Fast Start « Promotion des Foyers Améliorés Erythréens dans les communes riveraines du Parc national de la Pendjari » au Bénin.

### Les changements climatiques affectent-ils durement les Béninois ?

La saison des pluies est de plus en plus souvent entrecoupée par des poches de sécheresse de plusieurs semaines. S'il n'y a pas d'eau, les cultures ne poussent pas. Nous travaillons à l'adaptation de l'agriculture aux nouvelles réalités climatiques, en choisissant des semences à durée de cycle plus court. Malgré la sécheresse, les villageois doivent pouvoir continuer à se nourrir, à produire et à vendre leurs fruits et légumes. Nous promouvons l'irrigation goutte à goutte. Une autre préoccupation concerne le bois-énergie. La consommation de bois pour la cuisson des aliments est réellement problématique pour des milliers de villageois au Bénin. La déforestation est telle que les ressources s'amenuisent fortement, poussant les femmes à parcourir plusieurs kilomètres chaque jour pour se procurer du bois.

### Pour diminuer la consommation de bois, les foyers de cuisson traditionnels sont ainsi remplacés par des foyers améliorés.

Il y a un réel engagement de la part des femmes pour les foyers améliorés. Ils consomment moins de bois et rejettent moins de fumées toxiques. Fini d'être enfumée, brûlée, d'avoir mal aux yeux et aux poumons. De plus, nous veillons à ce que ces foyers soient construits par les femmes, qui deviennent ainsi autonomes en s'assurant un revenu. L'impact environnemental est également positif : le déboisement diminue car les foyers améliorés permettent une économie de bois allant de 40 à 60%. Cela se traduit également en réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous convertissons alors ces kilos de CO<sub>2</sub> évités en crédits carbone.

### Vous visez donc la pérennisation de vos actions en faveur de la population ?

Tout à fait. La subvention Fast Start nous a permis de démarrer notre projet. Par la suite, la revente des crédits carbone sur le marché du carbone va nous apporter des ressources financières régulières. Nous pourrions ainsi étendre nos actions aux populations d'autres villages.

### Pour augmenter les revenus des villageois, vous promouvez également l'écotourisme.

Les touristes arrivent en groupe et repartent aussitôt la visite du parc national de la Pendjari effectuée. Les populations locales ne bénéficient dès lors d'aucune retombée financière du tourisme. Pour pallier ce manque, nous avons développé un écotourisme communautaire. Nous promouvons la vente de l'artisanat, ainsi que des visites guidées et des solutions de logements chez l'habitant. Ces différentes actions permettent aux populations locales d'augmenter leurs revenus, et leur niveau de vie.

Propos recueillis par Lucie Lajoie

## VULNÉRABILITÉS CLIMATIQUES ET IMPACTS DU RÉCHAUFFEMENT GLOBAL

